

Brexit : Erasmus et la recherche en danger

■ Les politiques européennes de recherche et de mobilité pourraient être bousculées, prévient la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, prévue pour le 30 mars 2019, aura des impacts directs sur la Belgique. Elle touchera notamment les politiques de recherche et d'innovation, de mobilité des étudiants ainsi que la culture et l'audiovisuel.

Pour compenser le retrait du Royaume-Uni et maintenir la programmation actuelle européenne, la Belgique devra payer 10% de sa contribution annuelle actuelle, c'est-à-dire 257 millions d'euros. Ces constats ressortent d'un rapport de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) qui a mis sur pied un "groupe de travail Brexit". L'objectif est d'évaluer l'impact du retrait des Britanniques dans les domaines de compétences de la FWB et de soumettre au gouvernement une liste de 29 recommandations dans le cadre des futures négociations qui se tiendront avec le Royaume-Uni.

Un taux de réussite moins élevé pour la recherche

La recherche scientifique en Fédération Wallonie-Bruxelles sera particulièrement touchée par le Brexit. En effet, les Britanniques participent à 70% aux projets de recherche financés par l'Europe auxquels la FWB participe également. Le taux de réussite des projets soumis en collaboration avec les Britanniques est également plus élevé.

23190

livres sterling pour s'inscrire à Oxford

Avec le Brexit, les étudiants européens risqueraient de payer leur inscription à l'université deux fois plus cher.

Les Britanniques sont également de grands contributeurs des publications scientifiques réalisées en collaboration avec la FWB. Les domaines les plus souvent abordés lors de ces nombreuses publications communes sont la médecine, la physique et l'astronomie ainsi que la biochimie. Le maintien de la participation du Royaume-Uni dans l'Espace européen de la recherche en tant que pays associé est une des recommandations que la FWB tentera de défendre lors des négociations.

Des frais d'inscription aux études qui explosent

Les étudiants qui souhaitent participer au programme de mobilité Erasmus+ pourraient également être sévèrement touchés par le Brexit. Le Royaume-Uni est en effet la seconde destination préférée des étudiants de la FWB, juste derrière l'Espagne. Ils étaient 237 à être inscrits dans des établissements britanniques lors de l'année académique 2014-2015.

Le retrait du Royaume-Uni du programme Erasmus+ impliquerait un changement de statut des étudiants de l'Union européenne au Royaume-Uni. Cela se ferait notamment ressentir lors du paiement des droits d'inscription. En effet, les élèves européens paient pour l'instant la même somme que les étudiants de nationalité britannique. Les étrangers "non UE" sont quant à eux soumis à des frais d'inscription beaucoup plus élevés. Par exemple, une inscription en bachelier à l'université d'Oxford coûte actuellement 9250 livres sterling aux Britanniques et aux élèves européens alors que les autres étudiants doivent déboursier entre 15755 et 23190 livres sterling. L.V.